

seule leur ouvrirait les portes de la capitale, et dont la nouvelle a été accueillie à Berlin, au dire des dépêches prussiennes, par des manifestations de joie.

Devant les positions avancées de la capitale, les Prussiens viennent de se livrer à une véritable orgie de bombardement; il ne leur en reste que la honte d'une tentative barbare et la conviction de leur impuissance. Nous saurons bientôt si la joie des Prussiens se maintient au même diapason.

Ce soir nous est arrivée la nouvelle d'un succès de l'armée du général Chanzy; nous nous sommes toujours sans nouvelles de l'armée de Bourbaki. Plusieurs journaux annoncent qu'elle se dirige sur Belfort; ils n'en savent rien, car vraisemblablement, le ministre de la guerre et le général n'ont fait à personne la confiance de leurs plans.

Vous savez quelles protestations a déjà provoquées dans un certain nombre de départements le décret du 25 décembre, qui supprime les conseils généraux. C'est en effet une suppression et non une dissolution, puisque les membres des assemblées départementales ne seraient plus que les délégués des préfets. Parmi ces protestations, la plus remarquable a été celle du marquis de Talhouët que vous avez reproduit. Or, depuis hier, le bruit court que le gouvernement serait résolu à revenir sur la mesure qui rencontre une si vive opposition.

Pas de nouvelles de la conférence! On dirait vraiment que les diplomates européens sont restés immobiles, en attendant l'effet des bombes lancées sur Paris. M. Jules Favre n'a pas encore quitté la capitale.

L'affaire du préfet de Maine-et-Loire prend une tournure désastreuse pour ce fonctionnaire. C'est aujourd'hui qu'il a dû être appelé devant le tribunal correctionnel le procès en diffamation que lui a intenté M. de Cumont directeur de l'Union de l'Ouest. Il paraît que le préfet aurait annoncé l'intention de se défendre lui-même.

Mais ce que M. Engelhard semble tout-à-fait impuissant à défendre, c'est la validité de l'arrêté qu'il avait rendu. En effet il avait mis l'interdit sur l'imprimerie de l'Union de l'Ouest, dont les presses devaient rester inactives pendant deux mois. Mais voilà que l'imprimerie, en vertu d'un contrat de vente, vient de passer entre les mains de M. Jules Andrieux qui s'est bien vite empressé de publier un nouveau journal Les Libertés Publiques. Evidemment on se moque à Angers des arrêtés de M. le préfet. A qui la faute? Mais ce n'est pas tout, la colère préfectorale n'a pas de bornes et le Journal de Maine-et-Loire qui s'est permis de trouver excessive la mesure prise contre l'Union de l'Ouest, l'Ami du Peuple et l'imprimerie de M. de Cumont, vient de recevoir les deux lettres suivantes:

B. le 30 décembre 1870.
Monsieur l'administrateur,
Conformément à la circulaire de M. le préfet, en date du 30 décembre, je viens vous prier de cesser, à la date du 1er janvier 1871, l'abonnement pris par la commune de B. . . au Journal de Maine-et-Loire.

Agrez, monsieur, l'assurance de ma sincère considération,
Le maire, R. . . .

Mairie de . . . , 30 décembre 1870.
Monsieur le rédacteur du Journal de Maine-et-Loire.

M. le préfet m'ayant prévenu de ne pas renouveler l'abonnement du journal, je vous serai obligé de vouloir bien en cesser l'envoi.

Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, avec mes regrets, ma très haute estime et considération.
Le maire, . . .

Il n'y a donc rien de nouveau sous le soleil administratif, en France?

M. de la Guéronnière a adressé au Siècle une lettre qui équivaut à une belle volée de bois vert. L'ancien journaliste a retrouvé sa meilleure plume; mais c'est bien peiné par le journal. Le Siècle pour se consoler de ce que les gendarmes ne sont pas allés, après sa dénonciation, empocher M. de la Guéronnière, nous annonce, que M. Pinard, l'ancien ministre de l'intérieur vient d'être arrêté. M. Pinard se serait fait le propagateur du journal de M. de Cassagnac, le Drapeau. L'ancien procureur général serait dirigé sur Lyon. Si l'on écoutait les démocrates du Siècle, les prisons regorgeraient en ce moment; ils sont de la force de celui qui disait: je ne discute jamais qu'avec les gens de mon opinion. Et dire que, il y a quatre ans, le Siècle célébrait les exploits de M. de Bismarck, et avait pour chanter la victoire de Sadowa des accés de lyrisme qu'il n'aurait pas trouvés au lendemain de Solferino!

Un brave bourgeois de Bordeaux a un fils qui sert en qualité de canonier dans un régiment, et il est au désespoir. Il vient d'adresser aux membres de la délégation de Bordeaux une lettre originale: il demande qu'on lui rende son fils, et il s'engage à acheter une machine à coudre devant laquelle son fils resterait assis toute la journée, pendant toute la durée de la guerre, occupé à confectionner des effets d'équipement. Après la guerre, il prend l'engagement de déposer la machine à coudre sur l'autel de la patrie. La lettre existe réellement; et l'on ne parviendrait jamais à faire comprendre au

bonhomme que son fils accomplit son devoir en faisant fonctionner une autre machine, une machine à découper.

Le bruit s'est répandu ce matin qu'un terrible accident venait d'avoir lieu sur la ligne d'Orléans. Il y a eu en effet rencontre de deux trains: quatre morts et quatorze blessés, c'était du moins le résultat indiqué ce matin à la gare. Le train qui a heurté un convoi de marchandises en détresse se composait de trois wagons de voyageurs et d'un certain nombre de wagons contenant des soldats.

CH. CAHOT.

EVREUX

Le Progrès de l'Eure, journal libéral d'Evreux, ayant eu l'audace de se récrier contre les infamies commises dans la ville d'Evreux, occupée par les prussiens, a dû paraître en publiant en tête de sa première page une énorme pancarte des autorités prussiennes, qui menacent la ville de bombardement si le Progrès écrit encore un seul article.

Ce fait nous paraît incroyable si nous n'avions sous les yeux le journal qui le rapporte.

Voici la copie de la pancarte prussienne et l'article aussi indigne qu'énergique dont le rédacteur du Progrès de l'Eure a cru devoir le faire suivre:

Par ordre du général de Barby, le gouvernement prussien porte à la connaissance du maire d'Evreux que, vu quelques articles des plus indignes et odieux, dans le Progrès de l'Eure, le maire sera fait responsable du contenu de ce journal, et qu'il ira ou faire cesser le journal ou livrer le rédacteur au commandant prussien.

En cas de récidive, la ville d'Evreux sera bombardée ou mise à de plus grandes contributions.

Pour copie conforme:

Le maire d'Evreux: LÉPOUZZÉ.

Evreux, le 5 janvier 1871.

Hier matin, l'imprimerie du Progrès de l'Eure a été envahie et occupée militairement, par un détachement de cavalerie prussienne.

Les officiers ont demandé la personne du rédacteur en chef.

M. Boué (de Villiers) n'était pas encore arrivé aux bureaux. Un des ouvriers typographes, requis de servir de guide jusqu'au domicile de M. Boué, a dû conduire cette cavalerie, qu'a rencontrée sur sa route le rédacteur du Progrès. Le chef l'a interpellé et invité à se rendre avec lui à la mairie, ce qu'a fait M. Boué.

Là, l'officier prussien a remis à M. le maire d'Evreux le document qui orne l'entête de notre numéro, et communication en a été faite au rédacteur du Progrès.

Après une conversation assez longue, dans laquelle M. Boué ne s'est pas un seul instant départi de l'attitude la plus digne et la plus courageuse, — le rédacteur du Progrès, en face de la destruction possible d'un établissement d'utilité publique, en face de sa liberté et de sa vie menacées, a dû s'engager de s'abstenir désormais de qualifier les faits et gestes de MM. les Prussiens, et a déclaré que désormais il se bornerait à reproduire les actes et nouvelles publiés déjà par d'autres journaux.

M. Boué (de Villiers) a été laissé en liberté et l'occupation de l'imprimerie du Progrès a cessé.

Nous n'avons pas aujourd'hui assez de calme et assez de sang-froid pour apprécier l'acte qui s'étale majusculement en tête du journal.

Nous protestons hautement au nom de la liberté de la presse, au nom de notre honneur, de notre dignité contre cet inqualifiable firman prussien.

A. Germain, Denis-François, Ernest David.

Florence, 3 janvier.

Je dois vous mentionner le bruit qui a couru hier dans les cercles les plus sérieux de Florence. On assurait que le ministre des affaires étrangères, M. Visconti-Venosta, avait reçu dans la journée — d'où, je l'ignore, mais c'est de Vienne, je crois — un projet de note collective que l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie et l'Espagne adresseraient à la Prusse pour obtenir la paix. La note serait très-nette et laisserait pressentir une intervention immédiate en cas de refus. Faut-il croire à une pareille démarche? Les gens « bien informés » ont-ils été trop vite? N'y a-t-il encore que des pourparlers en vue d'un armistice?

Ce qu'il y a de certain, c'est que, contrairement à mon attente, on a très-bien accueilli ici l'éventualité d'une intervention, même armée.

On est allé ici jusqu'à penser même que la Prusse ne serait point fâchée qu'on lui forçât un peu la main. Quelqu'un m'assurait que M. de Bismarck, dans son ardent désir de finir la guerre, avait écrit ces jours derniers à un diplomate allemand que Florence connaît: « Je traiterais avec un chat, si j'avais un chat qui m'offrit des garanties! » (Textuel.)

(Propagateur.)

Les électeurs de Greenwich viennent de sommer leur député au Parlement, qui n'est autre que lord Gladstone, de donner sa démission. Voici la sommation peu respectueuse qu'ils lui ont adressée:

Au très-honorable William Ewart Gladstone,

« Nous, soussignés, électeurs du bourg de Greenwich, nous nous présentons devant vous avec toute la considération que mérite votre haute position et vos talents, et vous demandons respectueusement la résignation du mandat que vous tenez de nous, comme notre représentant au Parlement. Nous vous demandons également la permission de rendre publiques les raisons qui nous poussent à cette démarche.

« Depuis que vous êtes devenu le représentant de Greenwich, vous n'avez jamais visité ce bourg et aucun de ses intérêts n'a jamais reçu de vous la plus passagère attention. Notre commerce est complètement ruiné: nos docks sont silencieux. — La Russie en sait quelque chose. — En un mot votre économie sordide ethors de saison, a fait de notre ville historique un lieu de misère et de désolation.

« Lorsque quittant ces griefs locaux, nous tournons nos yeux vers les affaires générales du pays, nous voyons encore moins de raisons de confiance envers vous. Les deux dernières sessions ne se sont occupées que de deux mesures affectant le nation-sour: l'Irish-Church-Bill et le Landlord and Tenant-Bill. Aujourd'hui, l'Irlande est plus que jamais mécontente et irritée. Voilà le résultat de votre politique à l'intérieur.

« A l'extérieur, nous trouvons encore moins de raisons de vous féliciter. Il était réservé au vieux chef des Wighs, le comte Russell, de sonner la trompette d'alarme, et de demander l'enrôlement immédiat de 100,000 hommes pour la défense du pays. Au commencement de l'année dernière, lorsque tout paraissait si calme, que lord Granville pensait qu'aucun nuage ne pouvait assombrir l'horizon politique, vous avez commencé votre désastreux système de réduction, dans tous les départements de l'Etat. Cela permet au chancelier de l'Echiquier de présenter un budget équilibré, mais en résumé décevant.

« Maintenant que l'horizon n'est plus aussi clair, soit que nous songions aux sérieuses complications de la question d'Orient, soit que nous voyions l'état épouvantable des affaires continentales, nous vous trouvons toujours dans la même « suicidante » apathie. Ce mot d'apathie n'exprime pas même la complète mesure de vos fautes, car votre ministre de la guerre, M. Cardwell, a eu l'audace de déclarer dans la Chambre des communes qu'il avait en magasin 300,000 fusils à tir rapide, et cette affirmation constitue le plus gros mensonge qui ait jamais été porté devant la chambre.

« Telles sont les raisons politiques, sociales et locales pour lesquelles nous venons respectueusement, mais formellement, vous demander de résigner le mandat dont vous avez abusé.

« Les journaux anglais ne nous disent pas encore quelle réponse le premier ministre a fait à ce foudroyant réquisitoire.

« Quant à M. Cardwell, le nouveau ministre de la guerre, il soutient son affirmation et a même cité à l'appui, un relevé officiel du nombre de fusils disponibles.

Chronique locale & départementale

COMMISSION MUNICIPALE

Sommaire du procès-verbal de la séance extraordinaire du 10 janvier 1871.

Présidence de M. le Maire.

Sont présents: MM. C. Descat, J. Lagache, Dewarlez, Duthoit, L. Barbotin, P. Cateau, Deleporte-Bayart, J. Derégnaucourt, Famechon, Godefroy, Ch. Junker, Martel-Delespierre, Motte-Bossut, F. Roussel, A. Scrépel, Ach. Sien et H. Verlais.

M. P. Cateau, empêché par indisposition, n'a pas assisté à la première partie de la séance. M. F. Roussel n'a pas assisté à la 2^e partie. M. Ch. Junker est élu secrétaire pour la séance.

La Commission: Adopte le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1870.

Vote un supplément de crédit pour les aveugles et sourds-muets.

Adopte le rapport de M. le directeur des travaux municipaux relatif à l'entretien par voie d'abonnement des toitures des bâtiments communaux.

Adopte une délibération relative à l'expropriation pour le boulevard de ceinture.

Nomme une commission pour vérification du contrat passé entre la ville et l'institution des frères de St-Charles; sont nommés, MM. Derégnaucourt, Sien et Famechon.

Nomme une commission pour la surveillance administrative du corps des pompiers; sont nommés MM. Martel-Delespierre, A. Scrépel et H. Verlais.

Rejette une demande de la Chambre Syndicale tendant à accorder les secours de la ville aux étrangers ayant moins de 2 ans de séjour.

Approuve divers devis: établissement de magasins généraux, construction d'un corps de garde, appropriation de locaux pour les fours économiques, améliorations aux classes des écoles.

Approuve la location de diverses parcelles de terrains expropriés.

Accepte un legs de 3,000 fr. fait par M. H. Lestienne en faveur des pauvres.

Nomme une commission pour l'examen des moyens à prendre pour rendre plus efficace le service des écoles pour les enfants des manufactures; sont nommés, MM. Junker, F. Roussel et Martel-Delespierre.

Approuve divers crédits supplémentaires.

Nomme une commission pour examiner les conditions de divers propriétaires offrant plusieurs rues; sont nommés,

MM. Deleporte-Bayart, Derégnaucourt et Martel-Delespierre.

Vote une pension à l'enfant du pompier Desmet, mort dans l'exercice de ses fonctions pendant l'incendie de l'estaminet du Lapin Gris.

Vote un subside de 4,000 fr. pour l'ambulance des mobiles et mobilisés de Roubaix.

Nomme une commission pour examiner un projet d'établissement d'un chemin de fer américain; sont nommés, MM. J. Derégnaucourt, A. Sien, A. Famechon, Motte-Bossut et Deleporte-Bayart.

Adopte le rapport de la commission chargée de la vérification du budget pour 1871.

Nomme une commission pour l'établissement d'une prison spéciale pour la garde nationale. Le Secrétaire, CH. JUNKER.

M. Henry François, loueur de voitures, à Roubaix, vient d'abandonner au profit de la caisse des ambulances des blessés mobilisés de Roubaix, la somme de 14 fr. 30 c. qui lui a été allouée pour transport de blessés militaires.

Au marché aux grains du 11 janvier, il y a eu une hausse moyenne de 1 f. 61 c. à l'hectolitre.

Nous lisons dans l'Observateur d'Avranches:

Nous recevons de Manbeuge la communication suivante sur laquelle nous appelons la sérieuse attention de l'administration supérieure. Les faits qu'elle nous signale sont trop graves pour rester sans réponse:

« On se plaint unanimement et avec raison que le favoritisme est plus à la mode que sous aucun régime antérieur. On exempté de l'impôt le plus lourd, l'impôt du sang, les maires et adjoints, célibataires n'ayant pas 40 ans, les employés des postes, des chemins de fer, des télégraphes, des douanes etc. etc. On case des mobiles et mobilisés dans les Sous-Préfectures dans les Préfectures dans les Hôpitaux militaires.

« On crée ou plutôt on fabrique des places: ainsi il y a des mobilisés qui sont aides-vétérinaires pour soigner les chevaux blessés dans les écuries des places fortes; on en cite plusieurs à Manbeuge. Il y aurait aussi, paraît-il, des aides bouchers, chez les bouchers civils; on en cite également à Manbeuge. Enfin sous le régime de l'Égalité, moins que sous tout autre, ces faits ne devraient pas exister; ils sont contraires à la morale et à l'équité.

Nous apprenons qu'on vient de créer à Lille un emploi d'agent de la défense nationale pour prévenir le ravitaillement de l'ennemi. Voilà qui est bien trouvé et nous ne pouvons qu'applaudir à la mesure. Nous ne désespérons pas de voir bientôt la création d'agents chargés de prévenir la dysenterie, les rhumatismes ou les maux de dents.

Dernières nouvelles

On n'a pas encore reçu le rapport détaillé que devait envoyer le général Bourbaki, les communications avec Bordeaux sont interrompues, les Prussiens ayant coupé les lignes télégraphiques auprès de Dieppe.

Les dépêches arrivées hier soir du quartier général de Boisieux, nous ont appris la réoccupation de la ville de Bapaume.

Un télégramme prussien nous apporte une très-fâcheuse nouvelle: Péronne aurait capitulé hier matin.

On n'a aucune nouvelle de l'armée de la Loire.

Du côté de Bohain, entre Busigny et St-Quentin on a signalé l'arrivée d'un petit détachement Prussien.

Les troupes saxonnes, environ 2,500 hommes occupent toujours St-Quentin. Tous les journaux de cette ville ont cessé de paraître, les directeurs n'ayant pas voulu se soumettre à la censure prussienne.

Dépêches télégraphiques.

(Service particulier du Journal de Roubaix.)

Bordeaux, 11 janvier 1871.

Le ministre de l'intérieur aux préfets sous-préfets et généraux.

Le ballon le Gambetta, parti hier soir de Paris, et tombé dans la Nièvre près Clamecy, nous apporte les trois dépêches suivantes:

Au gouvernement de Bordeaux. Le rapport militaire du 9 au soir dit:

Plusieurs engagements ont eu lieu hier, vers Malmaison; ce matin, l'ennemi a renouvelé pour la quatrième fois sa tentative contre Maison Crochard et Poste Carrière à la gauche de Rueil; les mobiles de la Loire-Inférieure ont repoussé l'ennemi en lui faisant éprouver des pertes sérieuses.

Les abords du Panthéon et le secteur ont reçu cette nuit beaucoup d'obus, dont plus de 30 du plus gros calibre.

L'hospice de la Pitié a été atteint; une femme a été tuée; les malades d'une salle ont dû être évacués dans une autre.

Le Val de grâce a été également bombardé, l'ennemi semble prendre pour objectif les établissements hospitaliers de Paris, montrant une fois de plus par ces procédés odieux, nos mépris des lois de la guerre et de l'humanité; pendant la nuit et vers le point du jour, les Prussiens ont tiré à toute volée sur la ville.

Le bombardement continue sur les forts du sud, il s'est fait, aujourd'hui avec moins de violence que les jours précédents. Des renseignements exacts évaluent à 2,000 le nombre des obus tombés dans l'intérieur de Paris. Quelques femmes et des enfants ont été tués ou blessés. Les nouvelles apportées hier par un pigeon ont produit un effet immense; la population est animée plus que jamais du sentiment et de la résolution d'une résistance opiniâtre.

Le Commissaire délégué à Stenackers directeur général des télégraphes et postes.

Paris, 10 h. du matin.

Enfin la neige a disparu, un de vos pigeons nous est arrivé le 8 janvier, au soir, apportant les dépêches officielles de la 2^e série, n^{os} 35, 36, 37 et 38 et les dépêches privées microscopiques de la page 1 à 64 de la 2^e série et le 1 bis à 14 bis: nous sommes heureux des bonnes nouvelles apportées par votre pigeon et connues le 9 par les journaux redoublent tous les courages.

Les Prussiens sont pressés et bombardent Issy, Vanvres et un peu Montrouge et dans la rue de Babylone. La population est admirable, aucun effroi. Les nouvelles apportées par votre pigeon et connues le 9 par les journaux redoublent tous les courages.

Vive la République!

Le chef de cabinet de l'Administration télégraphique au directeur général Paris, 10 janvier.

Le bombardement s'est affaibli au point de la nuit.

De nombreux obus sont tombés sur le quartier St-Jacques. La population, raffermie par les nouvelles heureuses de la province et par plus de 30,000 dépêches privées par pigeons, supporte l'épreuve sans broncher.

Le Gambetta vous porte des remerciements.

Vive Paris! Vive la France! Vive la République!

Bordeaux, 11 janvier 1871.

Officiel. — Le prince Frédéric-Charles et Manteuffel ont hier renouvelé leurs attaques contre Chanzy, le forçant à se retirer sur une position choisie auparavant, la bataille a été très-vive à Montfort, Champagne, Pasoumy, Evéque et Pupilles, où la brigade Revel après une résistance de 6 heures fut obligée d'évacuer le village. Les pertes Françaises sont considérables, celles de l'ennemi le sont davantage comme cela est admis par les prisonniers. Bourbaki signale que la nuit passée il a occupé, en chassant l'ennemi, les maisons Villernail (?)

Tours, 11 janvier.

Un ballon est tombé à Laval. Les dépêches qu'il portait disent que le 10, les Parisiens ont chargé les Allemands à la baïonnette près du chemin de fer de Strasbourg.

Les Allemands se sont réfugiés dans les maisons que les Français ont fait sauter.

Des obus tombent sur les hôpitaux, les ambulances, les musées, les églises et les écoles, entre autres sur Saint-Sulpice et la Sorbonne.

Londres, 12 janvier.

Le Times dit que l'intention de l'Autriche de ne plus s'opposer à la Russie dans la conférence devient manifeste. La Prusse évite de nouvelles complications avant que la lutte avec la France soit terminée.

Il paraît que la Porte n'est pas opposée à traiter directement avec la Russie.

Le Standard dit que l'Angleterre doit intervenir immédiatement et dire qu'il y va de son honneur et de son influence que la France ne soit pas démembrée.

Vienne, 12 janvier.

Le Tages-Presse annonce sous toutes réserves, que sur l'insinuation confidentielle de la Prusse l'Autriche devra tenter une médiation de paix. Les conditions que poserait la Prusse seraient: l'occupation d'un fort de Paris jusqu'à la ratification de la paix; une indemnité de 1,000 millions de thalers; la cession de la rive gauche du Rhin dans la longueur et la largeur de quatre milles; 20 vaisseaux de guerre; une île en Afrique et le démantèlement de toutes les forteresses à 20 milles des districts à céder.

Dépêches prussiennes

Versailles, 11 janvier.

Le bombardement des ouvrages ennemis devant Paris, a été continué vigoureusement en partie par de nouvelles batteries dirigées contre la ville. Les casernes d'Issy sont incendiées, nos pertes sont de deux officiers et 7 hommes.

Amiens, 10 janvier.

Péronne a capitulé, nous avons fait trois mille prisonniers.